



The content of this document represents the views of the author only and it is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

Résumé de l'intervention de Me Philippe REBATTET, Notaire en France, Docteur en droit, sur le sujet de l'optimisation fiscale dans la mise en œuvre du règlement européen de 2012 n°650/2012.

Le règlement européen prévoit dans son article 1 § 1 qu'il ne s'applique pas dans le domaine fiscal. Il ne s'applique donc pas directement à la matière fiscale. Dès lors, le règlement européen n'a pas véritablement modifié les pratiques professionnelles pour la construction des stratégies d'optimisations fiscales en matière de droits de donation et de droits de succession. Les outils utilisés restent le droit fiscal interne de chacun des pays membres de l'Union et les rares conventions bilatérales internationales.

Le règlement européen a tout de même facilité le traitement civil de la succession, qui reste la base de la liquidation de la succession. Les dossiers sont donc plus simples à traiter au niveau du droit international privé.

Sur le strict plan de l'optimisation des droits de donation et des droits de succession, la gestion des dossiers consiste à comparer le montant des droits entre le pays de résidence et un ou plusieurs autres pays d'accueil (en Europe ou plus largement à l'extérieur). L'expatriation fiscale pour des motivations de réduction des droits de donation et de droits de succession est un sujet pour les riches européens. La question est d'une importance cruciale pour les patrimoines les plus riches dans les pays européens les plus taxés au niveau des droits de donations et de successions. L'absence d'harmonisation des droits de donation et des droits de succession au niveau européen implique de faire une étude comparative pour les patrimoines les plus riches. Elle est renforcée par des nouvelles politiques de certains pays européens qui offrent des avantages fiscaux particuliers en la matière (Portugal, Italie par exemple).

La mondialisation s'empare du phénomène de l'optimisation fiscale pour les droits de donation et les droits de succession.

Tant qu'il n'y aura pas d'harmonisation fiscale des droits de donations et des droits de successions au sein de l'Union européenne, l'exode fiscal des patrimoines européens les plus riches sera un véritable sujet qu'il sera impossible de juguler eu égard à l'énorme écart des législations fiscales. Dans une économie ouverte où règne la libre circulation des personnes et des capitaux, qu'est-ce qui peut justifier qu'un contribuable d'un pays ne pense pas à s'expatrier dans un autre pays de l'union européenne moins ou non fiscalisé ?



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GOINEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

L'optimisation fiscale dans la mise en œuvre du Règlement 2012

Philippe REBATTET

Notaire
Docteur en droit

philippe.rebattet@notaires.fr

The content of this document represents the views of the author only and it is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

This Project is implemented by Coordinator



UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
FIRENZE
DSG
DIPARTIMENTO DI
SCIENZE GIURIDICHE

Partners



ELTE LAW
FACULTY OF LAW



VNIVERSITAT
ID VALÈNCIA

Centro de
Direito da
Família



Fondazione
Italiana
del Notariato



Associazione Avvocati
Matrimonialisti Italiani
Sezione Distrettuale di Firenze

Champ d'application du Règlement

Article 1 § 1 du Règlement

« Le présent règlement s'applique aux successions à cause de mort.

Il ne s'applique pas aux matières fiscales, douanières et administratives ».



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Choix de Loi (article 22 § 1)

Toutefois le choix entre la loi de la **résidence habituelle** et la **loi nationale** permet d'influer sur la fiscalité successorale.

Le choix de la loi civile peut avoir des conséquences au niveau fiscal sur :

- les abattements,
- les taux des droits de successions,
- les exonérations.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Droit interne

Chaque pays a dans son droit interne les critères de taxation en fiscalité successorale



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration

Un national français a sa résidence habituelle en Italie. Il souhaite organiser sa succession.

Son patrimoine comprend :

- En France: Une maison et un portefeuille de titres.
- En Italie: Un appartement (résidence principale), une résidence secondaire et des liquidités importantes.

Il est marié sous le régime de la séparation de biens.

Son épouse est Italienne.

Ils ont deux enfants communs qui vivent en France.

Nous sommes consultés pour optimiser fiscalement la transmission de la succession.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration

La loi applicable à la succession, est la **loi Italienne** qui est la loi **habituelle** du défunt.

Toutefois, il est possible d'opter pour la **loi nationale** et donc pour la **loi française**.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration – Conséquences civiles

CHOIX N°1 : LOI DE LA RESIDENCE HABITUELLE (LOI ITALIENNE) SANS OPTION

Les droits du conjoint survivant sont de **33,33%** (loi italienne) .

Si on choisit la loi française, les droits du conjoint sont de **100% en usufruit** (choix non possible dans la loi Italienne) **ou de 25% en pleine propriété.**



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration – Conséquences civiles

CHOIX N°2 : LOI DE LA RESIDENCE HABITUELLE (LOI ITALIENNE) AVEC OPTION

Les droits du conjoint survivant peuvent être augmentés et passer à 50% (loi italienne).

Si on choisit la loi française (loi nationale), les droits du conjoint pourraient être de :

- **33,33% en pleine propriété ;**
- Ou de **25% en pleine propriété et 75% en usufruit** (choix qui n'existe pas si la loi Italienne est choisie)



Illustration – Conséquences civiles

CHOIX N°3 : OPTIO JURIS (LOI FRANCAISE)

La **loi française** permet aux enfants d'avoir la **quasi totalité du patrimoine**.

Droit interne + Droit international privée.

Alors que la loi **Italienne**, limite les droits des enfants à **75% seulement**.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration – Conséquences fiscales

Rappel des règles de droit interne en France.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration – Conséquences fiscales

Rappel des règles de droit interne en Italie

- Droits applicables au profit du conjoint survivant :

Exonération de 1.000.000 €

Taux de 4% au-delà

- Droits applicables au profit de chaque enfant

Exonération de 1.000.000 €

Taux de 4% au-delà



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration – Stratégie

Choix n°1 = Protéger le conjoint et réduire les droits de succession

TESTAMENT désignant la **loi française** par lequel il désigne la loi française et aux termes duquel il est attribué au conjoint survivant 25% en PP + 75% en usufruit.

Il sera précisé que les **droits des enfants** s'imputera en priorité sur les biens mobiliers situés en **Italie** (liquidités, valeurs mobilières).

La fiscalité sera réduite, car:

- La fraction revenant au conjoint sera taxée au taux de 4% après l'abattement de 1.000.000 €;
- La fraction revenant aux enfants sera taxable:
- En Italie : pour les biens mobiliers: 4% après abattement de 1.000.000 €.
- En France : pour la fraction des autres droits leur revenant.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration – Stratégie

Choix n°2 = Transmission maximale aux enfants en réduisant la fiscalité

Il faudra vendre les biens immobiliers en France et en Italie.

Le prix de cession sera placé en Italie.

Il désigne la loi française et lègue à ses enfants la quasi-totalité de son patrimoine.

Taxation en Italie à 4% après abattement de 1.000.000 €.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GOINEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Tax optimization in the implementation of the 2011 Regulation

Philippe REBATTET

Civil Law Notary
Doctor in Law

philippe.rebattet@notaires.fr

The content of this document represents the views of the author only and it is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

This Project is implemented by Coordinator



UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
FIRENZE
DSG
DIPARTIMENTO DI
SCIENZE GIURIDICHE

Partners



ELTE LAW
FACULTY OF LAW



UNIVERSITAT
ID VALÈNCIA

Centro de
Direito da
Família



Fondazione
Italiana
del Notariato



Associazione Avvocati
Matrimonialisti Italiani
Sezione Distrettuale di Firenze

Scope of regulation

Article 1 § 1 Regulation

«This regulation shall apply to succession to the estates of deceased persons.

It shall not apply to revenue, customs or administrative matters»



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Choice of law

However the choice between the law of the usual residence and the national law allows to influence the tax system.

The choice of the civil law can have consequences at the fiscal level on:

- Allowances
- The rate of inheritance tax
- The exemptions



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Domestic Law

Every country has in its internal law the criteria of taxation in inheritance tax system.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Example

National one French has its usual residence in Italy. He wishes to organize his succession.

His heritage includes:

- In France: a house and an equity portfolio.
- In Italy: a flat (main residence), a second residence and important liquid assets.

He's married on the basis of a separate ownership of property.

His wife is Italian.

They have two common children who live in France.

We are consulted to optimize fiscally the transmission of the succession.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Example

The law applicable to the succession, is the Italian Law which is the usual law of the deceased.

However, it is possible to opt for the national law and thus for the French law.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Example – Civil consequences

CHOICE N°1 : Law of the usual residence (Italian law) without option

The rights of the surviving spouse are of 33,33% (Italian Law).

If we choose the French law, the rights of the spouse are 100% in usufruct (not possible choice in Italian Law) or of 25% in full property.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Example – Civil consequences

CHOICE N°2 : Law of the usual residence (Italian law) with option

The rights of the surviving spouse can be increased and pass in 50% (Italian Law).

If we choose the French Law (national Law), the rights of the spouse could be of :

- 33,33% in full property;
- or of 25% in full property and 75% in usufruct (choice which does not exist if the Italian law is chosen).



Example – Civil consequences

CHOICE N°3 : OPTIO JURIS (FRENCH LAW)

The French law allows the children to have almost all of the heritage.

While the Italian law, limits the rights of the children for 75% only.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Example – Tax consequences

Reminder of the legal rules interns in France.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Example – Tax consequences

Reminder of the legal rules interns in Italy.

- Taxes for the benefit of the surviving spouse:

Allowance of 1.000.000 €

4% rate beyond

- Taxes for the benefit of every child:

Allowance of 1.000.000 €

4% rate beyond



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Example – Strategy

Choice n°1 = Protect the spouse and reduce inheritance tax

Will indicating the French law by whom it appoints the French law and is attributed to the surviving spouse 25% in full property + 75% in usufruct.

The will will specify that the rights of the children will impute first and foremost on the movables situated in Italy.

The tax system will be reduced, because :

- The fraction returning to the spouse will be taxed at the 4% rate after 1.000.0000 € allowance.
- The fraction returning to the children will be taxable :
 - In Italy: for the movables : 4% after 1.000.000 € allowance.
 - In France: for the fraction of the other rights.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GOInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Illustration – Stratégie

Choice n°2 = Maximal transmission to the children by reducing the tax system

It will be necessary to sell the real property in France and in Italy.

The sale price will be placed in Italy.

He appoints the French law and taxation in Italy in 4% after 1.000.000 € allowance.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020